

ARTICLE 3.- SEMAC SA conviendra avec les ICS des zones d'implantation de ses installations, des itinéraires suivis par les camions et engins, ainsi que des zones de dépôt des sous-produits du traitement.

SEMAC SA respectera les règles de l'art et de sécurité, notamment pour éviter des éboulements, maintenir la propreté générale du site, ainsi que l'intégralité des installations utilisées par les ICS notamment les canalisations d'eau ou de schlamms, les digues de bassins, les installations électriques...

ARTICLE 4.- L'autorisation d'exploitation de silex est accordée pour une durée de cinq (5) ans à compter de la date de signature du présent arrêté. Elle est renouvelée dans les mêmes formes pour une période de cinq ans à chaque fois.

ARTICLE 5.- SEMAC SA est assujettie, après notification de l'arrêté portant autorisation d'exploitation de silex, au paiement d'un montant de deux million cinq cent mille (2 500 000) francs CFA représentant les droits fixes.

A chaque renouvellement, SEMAC SA versera à la caisse intermédiaire des recettes du Service Régional des Mines et de la Géologie de Thiès, les droits fixes exigibles.

ARTICLE 6.- SEMAC SA versera à la caisse intermédiaire de recettes du Service régional des Mines et de la Géologie de Thiès, une redevance minière trimestrielle au taux de quatre pour cent (4%) de la valeur marchande du produit concassé.

Le règlement de la redevance minière doit se faire dans un délai de quarante cinq (45) jours à compter de la date d'émission du bulletin de liquidation par le Chef du Service régional des Mines et de la Géologie de Kédougou.

ARTICLE 7.- SEMAC SA est soumis aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la préservation de l'environnement, à l'urbanisme, les établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes et à la protection du patrimoine forestier.

SEMAC SA est tenue à la réhabilitation des terrains après exploitation.

ARTICLE 8.- L'autorisation d'exploiter le silex tout comme celle d'ouverture et d'exploitation de carrière privée permanente peut être à tout moment retirée après mise en demeure par le Ministre chargé des Mines pour l'un des motifs suivants :

- violation grave des dispositions de la réglementation minière ;
- non versement des droits ou redevances minières exigibles ;
- non-respect des obligations relatives à la protection de l'environnement et à la préservation du patrimoine archéologique et forestier ;
- non démarrage des travaux, six (6) mois après la notification de l'arrêté d'autorisation d'ouverture et d'exploitation de carrière privée permanente sans motif valable ;
- abandon de l'exploitation durant une (1) année sans motif valable ;
- manquement grave aux règles d'hygiène et de sécurité du travail.

ARTICLE 9.- La zone des silex à exploiter est protégée aux points dangereux par tout moyen de clôture offrant des conditions suffisantes de sûreté et de solidité (fil de fer barbelé, merlon, etc....).

ARTICLE 10.- La Direction technique de l'exploitation sera assurée par un Chef de chantier dont le nom sera porté à la connaissance de l'administration minière notamment la Direction des Mines et de la Géologie et enregistré par le Service régional des Mines et de la Géologie de Thiès.

.../...

Le Chef de chantier sera responsable de l'application des prescriptions décrites par le Code minier et son décret d'application sur la sécurité et l'hygiène dans la carrière.

ARTICLE 11.- Le Chef de chantier devra être en mesure de présenter, à toute réquisition des agents de l'administration minière le cahier d'extraction sur lequel devront être portées notamment les quantités extraites quotidiennement.

Les rapports mensuels et annuels seront établis et expédiés suivant les spécifications de la Direction des Mines et de la Géologie.

ARTICLE 12.- Le Gouverneur de la région de Thiès, le Directeur des Mines et de la Géologie et le Directeur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

Fait à Dakar, le



Aly Ngouille NDIAYE

Ampliations :

- SGPR 1
- SGG 1
- MIM 1
- MEF 1
- M. Intérieur 1
- Gouverneur /Thiès 1
- DMG 3
- DPPM 1
- DCSOM 1
- D. Domaines 1
- D. Environnement 1
- D. Eaux et Forêts 1
- SR MIM /Thiès 1
- Intéressé 1
- JORS 1/17